

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.416/4
DU 24 OCTOBRE 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 7 octobre 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant le permis de conduire provisoire », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

1. Conformément à l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', le projet doit être soumis à la procédure d'association des gouvernements régionaux.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les lettres adressées aux différents gouvernements régionaux et datées du 6 octobre 2011.

Il revient par conséquent à l'auteur du projet de veiller au complet accomplissement de cette formalité préalable.

2. L'accord du Secrétaire d'État au Budget, visé à l'alinéa 8 du préambule, ne figure pas dans le dossier joint à la demande d'avis.

Il revient également à l'auteur du projet de vérifier le bon accomplissement de cette formalité préalable.

Observation générale

Le 10 octobre 2011, le Conseil d'État a reçu une autre demande d'avis du Secrétaire d'État à la Mobilité relative à un projet arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et à l'arrêté royal du 28 avril 2011 modifiant les catégories du permis de conduire, le modèle du permis de conduire et les conditions pour les examinateurs, conformément à la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire » examiné ce jour sous le numéro d'avis 50.436/4.

Ce projet d'arrêté modificatif contient deux articles et vise à supprimer la règle selon laquelle les redevances sont payées au moment de la délivrance du permis ou du permis temporaire de conduire. Autrement dit, les redevances pourront être exigées avant la délivrance.

Compte tenu de la proximité d'objet entre les deux arrêtés, il y a lieu d'introduire les modifications proposées par l'arrêté faisant l'objet de l'avis 50.436/4 dans l'arrêté examiné, moyennant adaptation de l'intitulé de ce dernier.

Cette fusion des deux projets s'impose d'autant plus que l'article 2 du projet 50.436/4 abroge le b) de l'article 42 de l'arrêté royal du 28 avril 2011 et que l'article 21, 3°, du projet 50.416/4 le rétablit dans une nouvelle rédaction. Mieux vaut donc directement le remplacer.

Observations particulières

Préambule

1. À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de viser plus précisément l'article 21, alinéa 2, de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968.

2. Au même alinéa, il n'y a pas lieu de viser l'article 23, § 3, qui concerne les écoles de conduite de véhicules.

Dispositif

Article 1^{er}

(modification de l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 23 mars 1998)

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner que l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 'relatif au permis de conduire' a été modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 2004 et non inséré par l'arrêté royal du 23 juin 2010.

Article 2

(modification de l'article 64bis de l'arrêté royal du 23 mars 1998)

Compte tenu de la portée de la désignation prévue à l'article 64bis en projet à l'égard des citoyens et du pouvoir discrétionnaire ainsi confié au Ministre, la possibilité d'une délégation par le Ministre n'est pas admissible.

Article 3

(modifications de l'article 64ter de l'arrêté royal du 23 mars 1998)

1. Le paragraphe 3 en projet dispose que l'article 8, § 6, 2°, et l'article 69, § 7, alinéa 3, ne sont pas d'application pour le permis de conduire provisoire « modèle carte ».

Les dispositions auxquelles il est ainsi dérogé impliquent que le permis de conduire provisoire délivré sur papier ne perd pas sa validité si le titulaire de ce permis est déchu du droit de conduire un véhicule de la catégorie pour laquelle ce document est validé. Dans ce cas, la validité du document est suspendue jusqu'à la fin de la période de déchéance et, le cas échéant, jusqu'à la réussite des examens imposés en application de l'article 38 de la loi.

Puisque les dispositions précitées ne sont pas d'application pour le permis de conduire provisoire « modèle carte », il faut en déduire que de tels permis de conduire provisoires perdent leur validité si le titulaire de ce permis est déchu du droit de conduire un véhicule de la catégorie pour laquelle ce document est validé.

Interrogé à ce sujet, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

« Le § 3 en projet a été prévu étant donné qu'il est impossible de porter des mentions manuscrites sur le permis provisoire 'modèle carte'. La prolongation du permis de conduire provisoire ne pourrait dès lors être faite sur le permis de conduire provisoire comme c'est le cas pour le permis de conduire provisoire en papier.

Le permis provisoire en papier et donc les différences entre les différents modèles seront abrogés au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 28 avril 2011 c'est-à-dire le 19 janvier 2013 ».

Pour éviter que n'apparaisse une différence de traitement entre le titulaire d'un permis de conduire provisoire délivré sur papier et le titulaire d'un permis de conduire provisoire « modèle carte », mieux vaudrait prévoir d'une part qu'en cas de déchéance du droit de conduire le permis provisoire « modèle carte » ne perd pas sa validité mais est seulement suspendu et d'autre part, à tout le moins pendant la période transitoire¹, qu'à l'échéance du délai de suspension du permis délivré provisoire « modèle carte » son titulaire est mis en possession d'une attestation qui précise la prolongation de la validité du permis de conduire provisoire.

2. Le paragraphe 4 en projet dispose que le renouvellement du permis de conduire provisoire « modèle carte » pour des raisons d'aptitude médicale ou psychique est gratuit.

La section de législation suppose qu'il s'agit du « permis de conduire valable pour la durée indiquée par le médecin si l'autorisation de conduire est limitée dans le temps conformément aux dispositions de l'annexe 6 », visé à l'article 21, §§ 1^{er} et 3 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 'relatif au permis de conduire'.

Il y a lieu de le préciser.

La même observation vaut pour l'article 21, 3°, du projet.

Articles 10 et 11
(nouvelles annexes dans l'arrêté royal du 10 juillet 2006)

Dès lors que le permis de conduire provisoire « modèle carte » ne sera pas délivré immédiatement par toutes les communes, il ne se justifie pas d'abroger les annexes 1 et 2 actuelles de l'arrêté royal du 10 juillet 2006².

¹ Cette période transitoire échoit en l'état actuel du droit le 19 janvier 2013.

² Comparer avec l'article 9 du projet.

Article 21

(modification de l'article 42 de l'arrêté royal du 28 avril 2011)

Au 3°, il y a lieu d'écrire « le b) est remplacé par ce qui suit ».

Annexe 4

L'annexe 4 du projet est non seulement l'annexe 2 de l'arrêté royal du 28 avril 2011, qui est un arrêté modificatif, mais également l'annexe 2 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 'relatif au permis de conduire'.

L'annexe 4 sera introduite par les en-têtes et l'intitulé suivants :

« Annexe 4 à l'arrêté royal du ... modifiant le permis de conduire provisoire.

Annexe 2 à l'arrêté royal du 28 avril 2011 modifiant les catégories du permis de conduire, le modèle du permis de conduire et les conditions pour les examinateurs, conformément à la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire.

Annexe 2 à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

Dispositions relatives au modèle carte de permis de conduire provisoire modèle 3 ».

Article 25

Il résulte de l'article 25 en projet que l'arrêté entrera immédiatement en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
	Y. DE CORDT,	assesseur de la section de législation,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.416/4
VAN 24 OKTOBER 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 7 oktober 2011 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “tot aanpassing van het voorlopig rijbewijs”, heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het ontwerp.

In het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag bevinden zich echter alleen de brieven die aan de verschillende gewestregeringen gericht zijn en die dagtekenen van 6 oktober 2011.

De steller van het ontwerp dient er bijgevolg voor te zorgen dat dit voorafgaande vormvereiste naar behoren is vervuld.

2. De akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, waarnaar wordt verwezen in het achtste lid van de aanhef, komt niet voor in het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag.

De steller van het ontwerp dient er zich van te vergewissen dat ook dit voorafgaande vormvereiste naar behoren is vervuld.

Algemene opmerking

De Raad van State heeft op 10 oktober 2011 van de Staatssecretaris voor Mobiliteit een andere adviesaanvraag ontvangen met betrekking tot een ontwerp van koninklijk besluit “tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en het koninklijk besluit van 28 april 2011 tot aanpassing van de rijbewijscategorieën, het rijbewijsmodel en de voorwaarden voor examinatoren, ingevolge richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 20 december 2006 betreffende het rijbewijs”, dat heden onderzocht is onder adviesnummer 50.436/4.

Dit ontwerp van wijzigingsbesluit bevat twee artikelen en strekt ertoe de regel te schrappen volgens welke de retributies betaald worden bij de afgifte van het rijbewijs of het voorlopig rijbewijs. Met andere woorden, de retributies zullen kunnen worden gevorderd vóór de afgifte ervan.

Aangezien de twee besluiten aangelegenheden betreffen die nauw bij elkaar aansluiten, moeten de wijzigingen voorgesteld in het besluit waarover advies 50.436/4 wordt verstrekt, opgenomen worden in het voorliggende besluit, en moet het opschrift van het laatstgenoemde besluit worden aangepast.

De samenvoeging van de beide ontwerpen is des te noodzakelijker daar artikel 2 van ontwerp 50.436/4 punt b) opheft van artikel 42 van het koninklijk besluit van 28 april 2011 en artikel 21, 3°, van ontwerp 50.416/4 het herstelt in een nieuwe lezing. Het zou dus beter zijn het gewoonweg te vervangen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid moet bepaaldelijk worden verwezen naar het tweede lid van artikel 21 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968.

2. Wat datzelfde lid betreft, is er geen grond om te verwijzen naar artikel 23, § 3, dat de scholen voor het besturen van motorvoertuigen betreft.

Dispositief

Artikel 1

(wijziging van artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998)

In de inleidende zin moet worden vermeld dat artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 ‘betreffende het rijbewijs’ gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 15 juli 2004, en niet dat het is ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 juni 2010.

Artikel 2

(wijziging van artikel 64bis van het koninklijk besluit van 23 maart 1998)

Gelet op de gevolgen die de bevoegdheid van de minister om overeenkomstig het ontworpen artikel 64bis de gemeenten te bepalen, heeft voor de burgers en gelet op de discretionaire macht die hem aldus wordt verleend, is het niet aanvaardbaar dat hij die bevoegdheid kan delegeren.

Artikel 3

(wijzigingen van artikel 64ter van het koninklijk besluit van 23 maart 1998)

1. De ontworpen paragraaf 3 bepaalt dat artikel 8, § 6, 2°, en artikel 69, § 7, derde lid, niet van toepassing zijn op het voorlopig rijbewijs “kaartmodel”.

De bepalingen waarvan aldus wordt afgeweken, houden in dat de geldigheid van het voorlopig rijbewijs in papiervorm niet vervalt indien de houder ervan vervallen verklaard wordt van het recht tot het sturen van een voertuig van de categorie waarvoor dat document geldig verklaard is. In dat geval wordt de geldigheid van het document opgeschort tot het einde van de vervalperiode en, in voorkomend geval, totdat de betrokkene geslaagd is voor de onderzoeken die krachtens artikel 38 van de wet worden opgelegd.

Aangezien de voornoemde bepalingen niet van toepassing zijn op het voorlopig rijbewijs “kaartmodel”, moet daaruit worden afgeleid dat deze voorlopige rijbewijzen hun geldigheid verliezen indien de houder ervan vervallen verklaard wordt van het recht tot het sturen van een voertuig van de categorie waarvoor dat document geldig verklaard is.

Op een vraag daaromtrent heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“Le § 3 en projet a été prévu étant donné qu’il est impossible de porter des mentions manuscrites sur le permis provisoire ‘modèle carte’. La prolongation du

permis de conduire provisoire ne pourrait dès lors être faite sur le permis de conduire provisoire comme c'est le cas pour le permis de conduire provisoire en papier.

Le permis provisoire en papier et donc les différences entre les différents modèles seront abrogés au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 28 avril 2011 c'est-à-dire le 19 janvier 2013".

Om te voorkomen dat de houder van een voorlopig rijbewijs in papiervorm anders wordt behandeld dan de houder van een voorlopig rijbewijs "kaartmodel", zou het beter zijn te bepalen dat enerzijds in geval van vervallenverklaring van het recht tot sturen het voorlopig rijbewijs "kaartmodel" zijn geldigheid niet verliest, maar slechts wordt opgeschort, en anderzijds, althans tijdens de overgangsperiode ¹, de houder van een voorlopig rijbewijs "kaartmodel" bij het verstrijken van de periode van opschorting ervan een attest ontvangt waarin de verlenging van de geldigheid van het voorlopig rijbewijs wordt aangegeven.

2. De ontworpen paragraaf 4 bepaalt dat de vernieuwing van het voorlopig rijbewijs "kaartmodel" om redenen van medische of psychische geschiktheid kosteloos is.

De afdeling Wetgeving veronderstelt dat bedoeld wordt het rijbewijs "geldig voor de door de geneesheer aangegeven duur als de toestemming tot sturen in de tijd beperkt is overeenkomstig de bepalingen van bijlage 6", waarvan sprake is in artikel 21, §§ 1 en 3, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 'betreffende het rijbewijs'.

Zulks moet worden gepreciseerd.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 21, 3°, van het ontwerp.

Artikelen 10 en 11

(nieuwe bijlagen in het koninklijk besluit van 10 juli 2006)

Aangezien het voorlopig rijbewijs "kaartmodel" niet door alle gemeenten onmiddellijk zal worden afgegeven, is het niet verantwoord de huidige bijlagen 1 en 2 bij het koninklijk besluit van 10 juli 2006 op te heffen².

¹ Deze overgangsperiode eindigt bij de huidige stand van het recht op 19 januari 2013.

² Vergelijk met artikel 9 van het ontwerp.

Artikel 21

(wijziging van artikel 42 van het koninklijk besluit van 28 april 2011)

In punt 3° schrijve men “de bepaling onder b) wordt vervangen als volgt”.

Bijlage 4

Bijlage 4 van het ontwerp vormt niet alleen bijlage 2 van het koninklijk besluit van 28 april 2011, dat een wijzigingsbesluit is, maar tevens bijlage 2 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 ‘betreffende het rijbewijs’.

Aan het begin van bijlage 4 moet worden geschreven:

“Bijlage 4 bij het koninklijk besluit van ... tot aanpassing van het voorlopig rijbewijs.

Bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 28 april 2011 tot aanpassing van de rijbewijscategorieën, het rijbewijsmodel en de voorwaarden voor examinatoren, ingevolge richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 20 december 2006 betreffende het rijbewijs.

Bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs.

Voorschriften betreffende het kaartmodel van het voorlopig rijbewijs model 3”.

Artikel 25

Uit het ontworpen artikel 25 blijkt dat het besluit onmiddellijk in werking treedt op de dag van de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald door artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
	Y. DE CORDT,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY